

**N° 8431<sup>4</sup>**

**CHAMBRE DES DEPUTES**

---

## **PROJET DE LOI**

**ayant pour objet de modifier certaines dispositions relatives  
au Parquet européen dans le Code de procédure pénale**

\* \* \*

### **AVIS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG**

Certaines modifications législatives s'imposant dans un souci de remédier à des difficultés et incohérences apparues suite à l'entrée en vigueur de la loi du 22 juillet 2022 ayant modifié le Code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg se doit de louer l'objectif visé par le projet de loi.

Dans l'ensemble, les modifications préconisées permettront de gagner en efficacité tout en alignant, dans la mesure du possible, les possibilités de recours aux modalités pratiquées en droit interne.

Le Tribunal d'arrondissement rencontre toutefois à la lecture du projet de loi quelques difficultés à déterminer le délai retenu au point 3 ° du projet endéans duquel le recours en nullité peut être introduit devant la Chambre du conseil et plus particulièrement à déterminer quelles sont les circonstances où le délai de deux mois trouve application.

Aussi, le Tribunal d'arrondissement préconise que dans un souci de prévisibilité, des précisions soient apportées au texte en question.

Pour le surplus, le Tribunal d'arrondissement n'a pas d'observation à faire valoir.

Alexandra HUBRTY

*Présidente du Tribunal d'Arrondissement*

